

"Les femmes au pouvoir" dans la ville fédérale : Berne prend un double tournant

Autor(en): **Lenzin, René**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **20 (1993)**

Heft 3

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-912561>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

«Les femmes au pouvoir» dans la ville fédérale

Berne prend un double tournant

Depuis le 2 mai 1993, Berne est la première ville de Suisse à posséder une majorité de femmes au sein de son exécutif: des sept membres du Conseil municipal, quatre sont des femmes. Les électrices et électeurs de la ville fédérale ont ainsi anticipé du même coup sur les événements du début mars. En effet, lors des élections au Parlement de la ville du 6 décembre 1992, la proportion des femmes a atteint 42,5 pour cent, ce qui constitue un record. Il s'agit donc bien d'un double tournant.

Il a cependant fallu que deux hommes démissionnent pour qu'une quatrième femme puisse entrer au Conseil municipal en plus des trois femmes élues en décembre: tout d'abord, Josef Bosshard (PDC), qui avait été réélu, a démissionné, fâché qu'on lui ait attribué un autre dicastère pour le punir, en quelque sorte, d'avoir fait cavalier seul lors de l'élection du président de la ville. Puis l'UDC a été contrainte d'in-

La première municipalité d'une ville suisse avec une majorité de femmes (de gauche à droite): Kurt Wasserfallen, Theres Frösch, Theres Giger, Klaus Baumgartner (président de la ville), Ursula Begert, Joy Matter, Alfred Neukomm. (Photo: adv)

viter un premier candidat à la succession à donner sa démission pour avoir fait une entorse à la vérité, avant de mettre sur la liste Ursula Begert.

Il ne faut cependant pas considérer que cette paysanne et laborantine est un pis-aller; en effet, on estime généralement qu'elle est une politicienne compétente; en outre, elle est plus connue que son rival du même parti. Avec Theres Frösch (alliance verte), Theres Giger (PRD) et Joy Matter («Junges Bern»), elle devra maintenant prouver qu'en politique, les femmes peuvent faire leurs preuves aussi bien que les hommes. Après que l'histoire de la ville ait été dominée

par les hommes pendant 800 ans, cela ne sera certainement pas du gâteau!

Ces quatre femmes, qui viennent de milieux et de professions très variés, doivent aussi leur succès électoral à plusieurs pionnières de la cause féminine: par exemple à la première conseillère municipale de Berne, Ruth Imobersteg Geiser, qui a dû subir plusieurs campagnes peu propres, ou à Gret Haller, directrice des écoles, qui n'a pas été réélue parce que beaucoup la considéraient comme trop «engagée». Si les femmes ont pris le pouvoir à Berne, cela est aussi dû à une liste commune du camp rouge/vert, qui fournit traditionnellement davantage de femmes à la politique que le camp bourgeois et qui, avec quatre sièges, possède maintenant la majorité au sein du Conseil municipal.

René Lenzin



tés des bastions exclusivement masculins. Zurich a montré l'exemple en 1983 avec Hedi Lang, Berne, Lucerne, Schwyz, Fribourg, Soleure, Obwald, Bâle-ville et Argovie ont suivi. Seul rayon de soleil dans ce sombre palmarès: la ville de Berne, depuis le mois de mai, est dirigée par une majorité de femmes (voir encadré).

Les quotas font peur

Toutes les tentatives d'accélérer le mouvement n'avaient jusqu'à maintenant donné que peu de résultats. Des mesures préférentielles visant à donner aux femmes un coup de pouce pour rattraper les hommes n'ont pas la cote: jugée trop extrémiste, la règle des quotas, consistant à réserver une part des sièges aux femmes, n'a pas trouvé grâce devant le Conseil national en janvier 1992. Deux

initiatives populaires, lancées en 1990 et visant à garantir une représentation féminine d'au moins 40% au sein des autorités fédérales, cantonales et communales, n'ont jamais abouti. Suite aux événements de mars dernier, le parlement devra à nouveau se prononcer sur les quotas.

Lors des dernières élections fédérales en 1991, le PS et les écologistes ont présenté dans certains cantons alémaniques et à Genève des listes composées uniquement de femmes: elles ont en général joué leur rôle de focalisation et permis à une poignée de politiciennes de faire le saut à Berne. Mais le raz de marée espéré n'a pas eu lieu. De 34 élues (13,8%) au total en 1987, elles n'étaient que cinq de plus quatre ans plus tard, soit une progression de 2%. De quoi faire mentir le volumineux rapport que la Commission fédérale pour les ques-

tions féminines avait publié en vue des élections fédérales de 1991 et intitulé «Prenez place, Madame». Elle y faisait notamment le tour de divers moyens d'améliorer la représentativité féminine aux Chambres fédérales.

Poussés vers la sortie

Mais en ce début d'année 1993, c'est une autre maxime qui semble faire recette: «Faites place, Messieurs». Il ne suffit pas en effet d'exhorter les femmes à participer au jeu politique si c'est seulement pour faire de la figuration. Les femmes massées devant le Palais fédéral le 10 mars dernier l'ont rappelé aux parlementaires: il n'y a aucune raison de continuer à exclure plus de la moitié de la population de l'exercice du pouvoir au plus haut niveau. L'élection, après bien des péripéties, de